



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 9 janvier 2016

Pour que 2017 soit l'année des luttes sociales victorieuses !

Joyeuse nouvelle année : les cinq milliardaires qui ont le plus amassé d'argent au cours de l'année 2016 se sont partagés 42 milliards d'euros. Parmi eux, un Français : Bernard Arnault ! Enfin un succès à mettre à l'actif du quinquennat de Hollande ! À l'opposé, on compte un million de pauvres en plus en France ces dix dernières années. Quant au chômage, même en tordant les chiffres, le gouvernement n'arrive pas à prétendre qu'il baisse : toujours autour de 3,5 millions de chômeurs selon ses chiffres, qui ne comptent que ceux qui sont totalement au chômage (dits « catégorie A »). Toutes catégories confondues, on dépasse en ce début 2017 les six millions de personnes au chômage. Et la plupart de ceux qui en sortent entrent dans la précarité.

Tout pour le patronat

Pourtant, le gouvernement n'a pas mégoté sur les dépenses : 33 milliards d'euros en 2016 pour la « compétitivité » et soi-disant pour « l'emploi ». Assez pour créer un million de postes à temps plein dans les écoles, les hôpitaux ou les transports. Au lieu de quoi tout ce fric a été versé au patronat, de préférence au plus gros. C'était censé faire « repartir » l'économie. Ça n'a dopé que les profits. Pas grave, en 2017 c'est 41 milliards que les entreprises toucheront, par ce même biais du « crédit impôts », sans la moindre obligation de création d'emploi...

Leur programme pour 2017...

Après un bilan pareil, tous voudraient nous embobiner avec leur campagne électorale présidentielle. À « gauche », Hollande ayant jeté l'éponge, Valls s'imagine qu'il suffit de promettre de supprimer le 49.3 pour qu'on lui pardonne la loi travail et la répression des manifestations. Sous l'étiquette « ni droite ni gauche », Macron croit qu'afficher le mot « révolution » dans ses meetings fera oublier qu'il n'est qu'un banquier. Et la droite affiche sans complexe son programme de guerre sociale : supprimer 500 000 postes de fonctionnaires, passer à 39 heures payées 35, augmenter l'âge du départ en retraite et bousiller la Sécurité sociale.

Marine Le Pen n'a même pas besoin d'en rajouter : les autres font le boulot pour elle. Il lui suffit de faire mine de leur être opposée. Ça lui évite d'avoir à expliquer pourquoi elle estime « qu'il n'y a aucune opposition entre intérêts des entrepreneurs et des salariés ou des ouvriers ». Et si elle a critiqué la loi travail, c'est parce qu'elle n'« assouplissait » pas assez le Code du travail dans les PME !

Quand Trump fait école...

Il a suffi que le PDG de Ford renonce à délocaliser une usine au Mexique, à la demande du nouveau président américain, pour que ce milliardaire raciste et sexiste devienne subitement un exemple non seulement pour Le Pen, mais encore pour Montebourg. Même Mélenchon se met à lui trouver quelques vertus, au nom de la prétendue défense de l'économie nationale. Peu leur importe s'il faut pour cela ratiboiser les droits des ouvriers et faire payer aux salariés les impôts jusque-là versés par les patrons, comme Trump se prépare à le faire à la Maison-Blanche.

Pour nous, c'est tout l'inverse !

Ce que nous gagnerons, nous devons l'imposer par la grève à nos adversaires, tant à la tête de l'État que des entreprises. Dans les élections à venir, le seul programme qui vaille d'être défendu, c'est celui que nous pourrions mettre en avant dans ces luttes :

- interdiction des licenciements
- embauche en CDI de tous les emplois précaires
- partage du travail entre tous sans diminution de salaire
- augmentation générale des salaires, pensions et minima sociaux de 300 euros par mois
- smic à 1 700 euros mensuels net
- contrôle des comptes des entreprises

C'est le langage que tient Philippe Poutou, ouvrier chez Ford et candidat du NPA à l'élection présidentielle.

Et pas la peine d'attendre les élections. Ce que nous pouvons souhaiter de meilleur pour 2017, c'est qu'elle soit une année de luttes victorieuses !

Ventes au plus haut, salaires en berne

Les ventes du groupe Renault en France ont encore augmenté de 8% sur l'ensemble de l'année 2016.

On peut gager que cela se traduira, pour les actionnaires, par une augmentation des dividendes et, pour les dirigeants, une augmentation de leurs rémunérations encore plus grosses que leur ego. Ghosn s'est déjà fait un cadeau de Noël avec des stock-options qui pourraient lui ramener plus de 6 millions d'euros de plus-value.

Mais pour nos salaires, il n'y a qu'une solution : pour qu'ils augmentent vraiment et rattrapent le manque à gagner accumulé depuis des années, il faut qu'on s'y mette tous ensemble dès les prochaines mobilisations.

La course à la signature

Ça y est, la direction a finalisé son "*contrat d'activité pour une performance durable*" ou CAP2020 ou Compétitivité n°2. La surprise de cet accord, ce n'est pas le nom des signataires puisqu'il s'agit des mêmes que pour la Compétitivité n°1.

Non, cette année, la surprise fut que FO et la CFE-CGC ont tellement fait la course pour annoncer leur signature qu'ils l'ont fait avant même d'avoir le texte complet. Quant à la CFDT, elle a laissé planer le suspense... pendant 3 jours.

C'est vrai qu'il leur aurait été inutile de perdre du temps à chercher dans les 8 pages du texte des contreparties aux 0% d'AGS, aux heures supplémentaires imposées ou à la suppression de plus de 5000 postes sur la durée de cet accord. Autant signer tout de suite !

Faire la queue pour travailler

Comme souvent au moment des renouvellements de contrat de sous-traitance, certains prestataires doivent passer récupérer un badge "visiteur" à l'accueil tous les matins car leur badge est désactivé.

Malgré les promesses de la direction, la file s'allonge d'année en année, tandis que les profits de Renault augmentent. La situation est telle et la file si grande cette année que certains ont même dû attendre en dehors de l'accueil dans le froid. Mais pas d'inquiétude, la direction achètera sûrement l'année prochaine des chauffettes et prétendra améliorer la qualité de vie au travail des salariés prestataires.

Il y en a assez d'être traités de la sorte ! Des contrats de travail stables et des conditions de travail décentes pour tous, ce serait bien le minimum.

Macron aime les milliardaires... et les actionnaires

Nouveauté cette année, nous devons faire la démarche de demander le paiement de la prime d'intéressement locale. Sinon, la somme est bloquée et Renault peut spéculer avec pendant au moins 5 ans. Une mesure que l'on doit à la loi Macron (quand ce candidat « anti-système » était encore ministre de l'économie) et qui arrange les grosses entreprises comme les banques.

Ça n'empêche pas l'ancien banquier de chez Rotschild de s'auto-décréter « *candidat du travail* »... le temps de la campagne électorale. Les communicants politiques ne tournent visiblement pas qu'à l'eau claire !

Trump: protecteur des profits

La semaine dernière, Trump s'est payé le luxe de faire semblant de menacer les constructeurs automobiles.

Il a critiqué Ford qui projetait de construire une usine au Mexique. En réalité, ces petits coups de semonce par tweet n'ont effrayé personne, et sans doute pas la direction de Ford. Si le PDG est revenu sur la construction de cette usine de près de 3000 salariés (annoncée au printemps), les tweets de Trump n'y sont pour rien : les actionnaires de Ford ont choisi de placer leur argent ailleurs, car la Focus (qui devait y être produite) se vend mal et surtout car Trump a promis une baisse de l'impôt sur les sociétés de 35% à 15% aux États-Unis.

De Mélenchon à Le Pen en passant par Montebourg, les fausses menaces du milliardaire Trump ont été reprises par les candidats à la présidentielle. Mais le "patriotisme économique" n'a jamais fait peur aux exploités, il n'y a que les luttes ouvrières pour les faire trembler.

Trump versus Ghosn : bras de fer ou poignée de main

Il se croyait maître du monde et, sur sa vidéo de vœux aux salariés, il tripotait son globe en pensant dominer la planète... une seule personne pouvait arrêter Ghosn: le futur président des États-Unis lui-même et ses tweets protectionnistes ! Le pauvre Carlos a en effet dû se prononcer au salon de Las Vegas sur les "menaces" de Trump et a déclaré que... "Nissan s'adapterait".

Quand Trump défend "l'Amérique d'abord", Ghosn répond qu'il est tout à fait d'accord pour y faire des affaires. Surtout si on baisse les impôts et qu'on surexploite les salariés. La preuve : Nissan emploie plus de 8000 salariés dans son usine de Smyrna (Tennessee) et y produit 640 000 véhicules par an pour le marché américain.

Même si Carlos n'est que millionnaire (mais plusieurs fois par an avec tous ses salaires), il sait qu'il trouvera dans le milliardaire Trump un interlocuteur toujours prêt à servir les capitalistes.

Délit d'humanité

Une relaxe a finalement été prononcée à l'égard de l'enseignant poursuivi pour avoir tenté de transporter trois Érythréennes depuis la vallée de la Roya pour qu'elles se fassent soigner à Marseille. Reste l'attente du verdict pour l'agriculteur poursuivi pour avoir aidé et hébergé 200 migrants.

Ces affaires relancent le débat sur le « délit de solidarité ». Face à des gouvernements qui traquent les réfugiés à travers l'Europe, des gens, toujours plus nombreux souhaitons-le, affirment au contraire leur humanité.

Meeting avec Philippe Poutou à Évry

Face à l'offensive patronale qui s'annonce après les élections, il faut un programme de lutte de classe. C'est ce que défend Philippe Poutou, le candidat du NPA qui sera en meeting à Évry lundi prochain.

Parce que nos vies valent plus que leurs profits, rendez-vous à la Mairie annexe d'Évry, place du Général de Gaulle (RER D Évry-Village) à 20h le lundi 16 janvier !